



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Royaume-Uni

Un robot pour réparer les nids-de-poule
L'appareil utilisera l'intelligence artificielle pour repérer les trous dans la route et aider les autorités locales. Une entreprise de Faresbury, en Angleterre, a conçu le ... • (Page 08)

France

Près de deux tonnes d'ivoire détruites pour endiguer son commerce
Des défenses d'éléphants et des objets, dont des statues, ont été brûlés, mardi, en France, pour freiner le commerce ... • (Page 08)

Financement des secteurs de l'énergie et de l'économie numérique • (Page 03)

Les PTF annoncent 4000 milliards FCFA pour l'UEMOA



Tech

Huit startups représentent le Togo à Emerging Valley 2023

COP28

L'Afrique exhorte à braquer les projecteurs sur la finance climatique
La Banque africaine de développement mobilisera des financements pour l'action ... • (Page 02)

Organisation des grands événements au Togo

Phase pilote de la plateforme numérique de réservation d'hébergement
Le 21 novembre 2023 s'est tenue à l'Hôtel Onomo de Lomé, la cérémonie de lancement de la phase pilote de la plateforme numérique de ... • (Pages 04)

Technologie

La qualité des données est essentielle dans la formation ChatGPT
Cela fait presque un an qu'OpenAI a lancé ChatGPT au public, avec des taux d'adoption qui montent en ... • (Page 06)

Cadre intégré renforcé

Les parties prenantes du CIR passent en revue les projets financés
La 37e réunion du Conseil d'administration (CA) du Cadre intégré renforcé (CIR) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est ... • (Page 11)



FIBREZ SANS FRAIS
ACTUELLEMENT LA BOX FIBRE ET L'INSTALLATION SONT OFFERTES*
8866 www.canalbox.tg
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

COP28

L'Afrique exhorte à braquer les projecteurs sur la finance climatique

La Banque africaine de développement mobilisera des financements pour l'action climatique lors de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP28) de cette année et amplifiera les appels de l'Afrique en faveur d'engagements solides de la part des pays riches pour répondre aux besoins urgents du continent en matière de lutte contre les changements climatiques.



● Vivien Atakpabem

Le Groupe de la Banque, dont la délégation sera conduite par son président, M. Akinwumi Adesina, lancera et consolidera plusieurs initiatives d'action climatique lors de l'événement mondial qui se tiendra à Dubaï, aux Émirats arabes unis, du 30 novembre au 12 décembre. La délégation, qui comprend des vice-présidents, des membres de la haute direction et des experts sectoriels, aura pour objectif d'accroître la visibilité de la Banque au sein de la communauté mondiale du changement climatique, et de mobiliser des ressources supplémentaires pour les fonds et les facilités climatiques. Au cours de la conférence qui durera deux semaines, la Banque fera progresser les partenariats et la mobilisation des ressources pour sa Facilité africaine d'assurance contre les risques climatiques pour l'adaptation (ACRIFA) comme outil essentiel pour lever les milliards nécessaires pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques, la résilience et le développement durable au sein du secteur agricole de l'Afrique. La Banque se joindra également à ses partenaires pour lancer le

Consortium mondial pour les systèmes de stockage d'énergie par batterie (Global Battery Energy Storage System Consortium, anglais), une initiative conjointe avec la Fondation Rockefeller, dans laquelle la Banque joue un rôle de premier plan grâce à son initiative d'énergie solaire Desert-to-Power de dix gigawatts. Le Consortium vise à obtenir cinq gigawatts d'engagements d'ici fin 2024 et à mobiliser plus de quatre milliards de dollars pour réduire de manière significative le coût des technologies d'énergie renouvelable. Au cours de la COP28, la Banque africaine de développement consolidera également les engagements de financement pour son Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique (AGIA) de 10 milliards de dollars. En outre, la Banque tirera parti de la COP28 pour faire progresser l'initiative de Bridgetown, un plan en faveur du climat et du développement, en organisant une session de haut niveau pour plaider en faveur de la canalisation des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (FMI) vers les banques multilatérales de développement et annoncer des engagements dans ce sens. Les réunions annuelles de la Conférence des Parties

(COP) constituent l'unique plateforme mondiale permettant aux États de négocier un accord international sur la marche à suivre pour lutter contre les changements climatiques. Ce rassemblement réunit également les principales parties prenantes engagées dans la lutte contre les changements climatiques : les gouvernements, le secteur privé, la jeunesse et la société civile. La conférence de cette année a pour thème « S'unir, agir, délivrer ». L'Afrique, qui représente moins de 4 % des émissions mondiales de carbone, cherche à obtenir davantage de financement climatique de la part des pays riches et très polluants, notamment par le biais d'un nouveau fonds « pertes et dommages » qui devrait être créé lors de la COP28 et de taxes carbone sur des secteurs tels que les combustibles fossiles, le transport maritime et l'aviation. Dans son dernier rapport sur les Perspectives économiques en Afrique, la Banque estime que le continent a besoin d'au moins 2 800 milliards de dollars jusqu'en 2030 pour mettre en œuvre ses engagements climatiques énoncés dans les objectifs nationaux des pays dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015.

AUX DECIDEURS ...

Changement climatique et agriculture

Les pays d'Afrique subsaharienne dépendent fortement des secteurs agricole et forestier. L'agriculture contribue jusqu'à 60 % au produit intérieur brut de certains pays. Mais le secteur est très vulnérable au changement climatique car il dépend fortement des facteurs climatiques. Cette vulnérabilité est particulièrement marquée dans la région en raison de la lenteur du progrès technologique.

En tant qu'économistes agricoles, nous avons procédé à une revue de la littérature sur le défi du changement climatique pour l'agriculture en Afrique subsaharienne. Nous avons exploré la répartition de divers facteurs climatiques (tels que les précipitations, la température et les événements météorologiques extrêmes) dans la région, ainsi que leur impact sur l'agriculture. Nous avons également étudié ce que faisaient les agriculteurs ruraux pour répondre au changement climatique.

Abeeb Babatunde Omotoso, Associé de recherche postdoctoral, Université du Nord-Ouest et Abiodun Olusola Omotayo, Maître de conférences/chercheur, Université du Nord-Ouest, ont constaté que les implications du changement climatique sur le développement agricole et économique sont diverses dans la région. Il est difficile de prédire exactement comment le changement climatique affectera l'agriculture et le développement économique.

Mais il est clair que les pays d'Afrique subsaharienne comme le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Botswana et le Kenya sont extrêmement vulnérables au changement climatique. Les agriculteurs n'utilisent pas de stratégies d'adaptation efficaces. Il s'agit notamment de planter des variétés de cultures tolérantes à la sécheresse et de conserver l'eau et les sols. Les ressources et les infrastructures limitées les ont freinés. Les programmes d'atténuation tels que la tarification du carbone, la gestion de l'eau, le recyclage, le boisement et le reboisement ont eu un impact limité. La faible sensibilisation au changement climatique, les politiques gouvernementales instables et l'instabilité politique ont entravé la mise en œuvre des programmes.

L'impact du changement climatique sur les ménages vulnérables sera extrême si des mesures adéquates ne sont pas prises à temps. Les recherches suggèrent que des pays comme le Togo, le Nigeria, le Congo et le Mali enregistreront davantage de pertes agricoles sans adaptation. Les gouvernements, les organisations internationales, les communautés locales et les autres parties prenantes doivent élaborer des stratégies pour répondre aux divers besoins des agriculteurs ruraux d'Afrique subsaharienne.

Les études examinées ont indiqué que les régimes de précipitations, de températures et d'événements météorologiques extrêmes ont considérablement changé dans la région. Cette tendance ne devrait pas changer dans les décennies à venir. L'Afrique subsaharienne connaît des régimes de précipitations variés. Les précipitations annuelles peuvent être aussi faibles que 100 millimètres dans les zones arides du Sahel et dans certaines parties de l'Afrique de l'Est, et dépasser 500 millimètres dans les zones tropicales d'Afrique centrale et occidentale. Les températures peuvent souvent dépasser 40°C (104°F) pendant les mois les plus chauds. Au cours du siècle dernier, la température moyenne a augmenté d'environ 0,74°C.

La région connaît divers événements météorologiques extrêmes, notamment des sécheresses, des inondations et des vagues de chaleur. Les zones côtières, en particulier dans les régions de l'est et du sud, sont confrontées à des cyclones ou à des tempêtes tropicales.

L'examen des études a montré que l'Afrique subsaharienne pourrait se développer économiquement si les agriculteurs ruraux prenaient des mesures plus efficaces contre le changement climatique.

Ils ont formulé les recommandations suivantes pour protéger les agriculteurs des impacts du changement climatique :

Renforcer les institutions pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. La coordination des efforts d'adaptation au changement climatique et des pratiques agricoles durables améliore la productivité agricole.

Améliorer les infrastructures rurales. Cela favoriserait la croissance économique, réduirait la pauvreté et rendrait les communautés rurales plus résilientes.

Lancer des programmes de protection sociale. Un meilleur accès au financement, aux marchés, à l'éducation et aux informations climatiques renforcerait la protection sociale. Établir davantage de plantations forestières et entretenir celles existantes. Ils contribueraient à absorber l'impact du changement climatique sur l'agriculture et à promouvoir le développement économique.

Le boisement et le reboisement peuvent également contribuer à absorber le carbone et à conserver la biodiversité.

Midas Tigossou

Image du jour



Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Financement des secteurs de l'énergie et de l'économie numérique

Les PTF annoncent 4000 milliards FCFA pour l'UEMOA

La table ronde organisée par la Commission de l'UEMOA en collaboration avec la BOAD a pris fin ce 28 novembre 2023 à Abidjan avec l'engagement des Partenaires techniques et financiers (PTF) pour la mobilisation de près de 4000 milliards de FCFA pour les secteurs de l'énergie et de l'économie numérique au sein de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest africaine).

• Joel Yanlo

Le Ministre des Finances et du Budget de Côte d'Ivoire, Président du Conseil des Ministres de l'UEMOA, Adama Coulibaly, qui a procédé à la clôture des travaux qui ont duré deux jours. Il avait à ses côtés, les Présidents de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP, de la Banque Ouest Africaine de Développement Serge EKUE, ainsi que celui de l'AMF-UMOA, Badanam PATOKI. « Au cours de cette table ronde, nous avons assisté à un remarquable engagement des bailleurs de fonds envers le développement durable de nos économies. C'est avec un profond enthousiasme et un sentiment de réussite collective que je vous annonce les engagements extraordinaires pris par les bailleurs pour financer la SDPE et le PRDEN », dixit Serge EKUE, peut-on lire sur la page web de la Commission de l'UEMOA. Avec près de 4000 milliards de FCFA, le Président de la BOAD annonçait ainsi le fruit de la table ronde des partenaires pour le financement de la Stratégie de Développement de Pôles Énergétiques (SDPE) et du Programme Régional de Développement de l'Économie Numérique (PRDEN). « Ces deux jours d'échanges ont été une opportunité unique pour présenter mais également évaluer les progrès réalisés, ainsi que pour tracer la voie à suivre dans la mise en œuvre de la Stratégie de Développement de Pôles Énergétiques (SDPE) et du Programme Régional de Développement de l'Économie Numérique (PRDEN), deux projets majeurs de l'UEMOA. Les discussions ont été à la fois instructives et constructives, mettant en lumière les défis et opportunités auxquels nous devons faire face », dira le Ministre Adama COULIBALY dans son allocution de clôture. « La mise en œuvre effective des engagements sera le véritable test de notre détermination et de notre capacité à travailler ensemble pour le bien-être de nos populations. Je voudrais donc inviter les Etats membres et la Commission de l'UEMOA, dans son rôle de coordination, et en collaboration avec la BOAD, à veiller à ce que ces engagements bénéficient du meilleur suivi-évaluation possible, qu'ils soient respectés et que les résultats attendus soient atteints », a poursuivi le Président du Conseil des Ministres de l'UEMOA. Pour sa part, le Président Abdoulaye DIOP s'est réjoui de la bonne organisation de la table ronde des projets de la SDPE et du PRDEN. Il a remercié son Excellence Alasane OUATTARA, ainsi que les membres du Gouvernement de Côte d'Ivoire pour l'intérêt accordé à la réussite de la cause commune, pour le bien-être



des populations de l'Union. Le Président de la Commission de l'UEMOA a adressé ses vifs remerciements au Président de la BOAD et à l'ensemble des Partenaires Techniques et Financiers pour l'excellente mobilisation. D'autres annonces des Partenaires intervenues après la clôture officielle de la table ronde permettront de réévaluer à la hausse le montant total des engagements. La recherche de financement pour la Stratégie de Développement de Pôles Énergétiques (SDPE) est estimée à 7 542 milliards FCFA et 121 milliards FCFA pour le Programme Régional de Développement de l'Économie Numérique (PRDEN). Le coût global de la SDPE est estimé à 14 846 milliards FCFA. Aujourd'hui, il est question de mobiliser des financements pour des projets clés, représentant près de 7 542 milliards FCFA. Quant au PRDEN, il représente la volonté commune de transcender les frontières numériques, en intégrant des projets numériques dans les huit pays membres, pour un coût de plus de 121 milliards FCFA. Organisée par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, en collaboration avec la Banque Ouest Africaine de Développement, cette rencontre placée sous le thème : « un accès universel à l'énergie et au numérique pour un développement durable dans l'UEMOA » visait la mobilisation de financements nécessaires et à créer un cadre de dialogue en vue d'assurer le suivi de la mise en œuvre des projets dans les secteurs de l'énergie et de l'économie numérique.



Tech

Huit startups représentent le Togo à Emerging Valley 2023

Huit startups représentent actuellement le Togo au sommet international Tech Afrique - Europe, Emerging Valley, qui se tient depuis lundi 27 novembre 2023 à Marseille, en France et ce, pour deux jours.

Il s'agit d'Anaxar, spécialisée dans la mobilité et le transport, Semoa, active dans les services financiers, Makifaa, une société de gestion d'images, puis Clinicaa, qui opère dans la santé, G-Avicole, Ego Transfer, Suisco, et Trankyl. Ces acteurs représentent ainsi une grande variété de domaines allant de la logistique à la santé, en passant par la finance et l'éducation. Ces entrepreneurs y participent notamment à des panels et ont l'occasion de réseauter



avec plus de 250 startups et 50 investisseurs venant de 70 pays d'Afrique et d'Europe. Parmi les temps forts de leur

participation, une table ronde intitulée "Le Togo : Un écosystème startup prêt à décoller !" mettra en lumière le potentiel exceptionnel des acteurs togolais et leur ambition de faire du pays, un hub de l'innovation en Afrique de l'Ouest. Notons que cette participation bénéficie de l'appui de l'Agence Togo Digital (ATD) du Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale (MENTD), avec le soutien du projet ProDigiT de la coopération allemande (GIZ - Togo), au Togo.

Avec Togo First



Financement de projets

Une délégation du FSA reçue par le Ministre d'Etat Kodjo ADEDZE

Le ministre d'Etat, Ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, Kodjo ADEDZE, a reçu le 20 novembre 2023, une délégation du Fonds de Solidarité Africain (FSA), une institution multilatérale basée à Niamey en République du Niger.

La mission était conduite par son Directeur général, Monsieur Abdourahmane DIALLO. Au cours des échanges le chef de la délégation a présenté au Ministre d'Etat les missions et atouts de cette institution à vocation panafricaine. En effet, le FSA est une institution financière multilatérale qui participe au développement écono-

mique de ses Etats Membres, en facilitant à ces États et aux entreprises publiques et privées de sa zone d'intervention, l'accès aux crédits destinés à financer des projets d'investissements productifs, et la mobilisation de l'épargne locale et extérieure notamment par des interventions en garantie de prêts sur les marchés financiers. Pour le Ministre d'Etat, cette mission est la bienvenue car elle

pourra soutenir le Gouvernement dans la réalisation du projet P7 inscrit dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025 qui consiste à construire 20 000 logements décentes à coûts abordables au profit de la population togolaise. Il s'est dit partant pour un partenariat avec le FSA qui, a-t-il renchéri, permettra d'encourager et de soutenir le développement des investissements directs étrangers et nationaux pour l'effectivité du projet des logements sociaux à Kpomé-Dalavé, lieu identifié pour la nouvelle ville. « Le Togo en a besoin pour la réussite de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 », a souligné le Ministre d'Etat Kodjo ADEDZE qui a émis le vœu d'accélérer les démarches devant aboutir à la signature dans un bref délai, d'un partenariat pour booster les activités du projet P7. Fondé en mars 1975 par les Chefs d'Etat des pays membres, réunis au sommet de Bangui en Centrafrique, le FSA est devenu opérationnel en septembre 1979. Il compte aujourd'hui 21 pays membres africains.

Avec urbanisme.gouv.tg



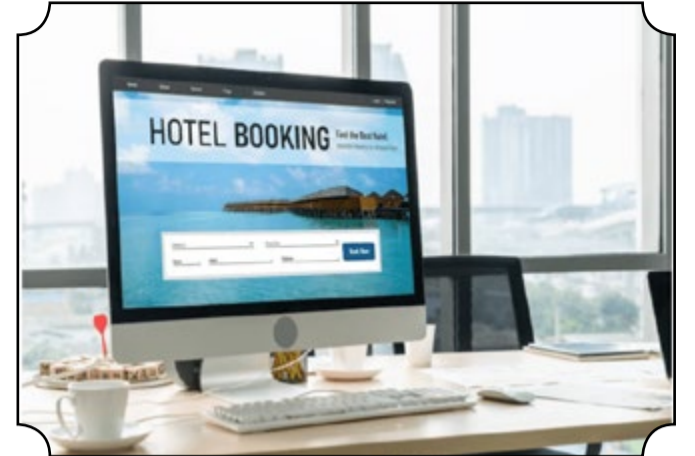
Organisation des grands événements au Togo

Lancement de la plateforme numérique de réservation d'hébergement

Le 21 novembre 2023 s'est tenue à l'Hôtel Onomo de Lomé, la cérémonie de lancement de la phase pilote de la plateforme numérique de réservations de l'hébergement.

● Wilson Lawson

Dans son intervention, le ministre de la culture et du tourisme a rappelé que la présente cérémonie s'inscrit dans la droite ligne de la vision affichée par le Chef de l'Etat SEM Faure Essozimna GNASSINGBE en matière de promotion du tourisme par tous les canaux de visibilité et surtout celui du numérique. Notre pays ayant axé sa stratégie de tourisme sur plusieurs piliers dont le tourisme d'affaires, il est appelé à abriter des conférences et sommets multilatéraux à l'instar du Sommet de l'Industrie Financière en Afrique (AFIS) 2023, qui a réuni près de 900 participants la semaine passée dans notre capitale. Pour rendre l'organisation de ce genre d'événements fluide en terme d'hébergement des participants, le département de la culture et du tourisme et sur instructions directes du Chef de l'Etat Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, en collaboration avec le ministère de l'économie numérique, par le biais de l'Agence Togo Digitale (ATD), a initié un projet numérique pour le développement d'un site web pour faciliter la gestion d'événements touristiques, c'est-à-dire une



plateforme digitale complète qui prend en compte les systèmes d'information des hôtels, la plateforme d'immigration, une interface utilisateur multilingue, la gestion des inscriptions, réservations, annulations et remboursements. Selon le Dr Kossi G. LAMADOKOU, cette interface de référence en termes d'hébergement permettra de gérer au mieux l'affectation des chambres d'hôtels aux différents participants à nos événements. Ainsi nos visiteurs, depuis leur pays de résidence, peuvent consulter les disponibilités de chambres, réserver selon leur convenance et procéder au règlement en ligne. Le département du tourisme pour sa part, aura

l'actualisation consolidée de la capacité hôtelière disponible par rapport au nombre de participants attendus en temps réel et pourra s'assurer que les participants accèdent uniquement aux hôtels homologués en termes de standing pour préserver l'image de marque du Togo. Enfin avec la plateforme, l'on pourra réaliser une enquête de satisfaction auprès des participants aux différents événements. Ainsi, c'est pour nous une grande fierté de voir ce travail de longue haleine prendre corps aujourd'hui et être présentée à cette cérémonie officielle de lancement de la phase pilote. Pour son compte, le ministre a témoigné sa reconnaissance aux partenaires, le ministère chargé de l'économie numérique, à l'Agence Togo Digitale (ATD) et à l'agence KOOMIK pour ce rendu de qualité. Pour finir, le Dr Kossi G. LAMADOKOU a remercié les promoteurs d'hôtels pour avoir si généreusement consacré leur temps dans le processus de mise en place de la plateforme. Que cet outil soit un signe de plus du renforcement de la coopération entre nos institutions pour le rayonnement touristique de notre pays.



Togo

Les prochaines élections pour « au plus tard à la fin du 1er semestre 2024 »

Au Togo, les prochaines consultations électorales (Législatives et Régionales), initialement attendues à la fin de cette année, devront se tenir d'ici les quatre prochains mois.

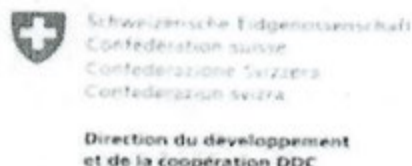
Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a en effet instruit le samedi 25 novembre dernier en conseil des ministres, le Gouvernement « de prendre sans tarder, toutes les mesures pour permettre d'organiser les prochaines élections au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année 2024 ». S'il appartient désormais à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de proposer un chronogramme, l'organisation de ces élections devra

surtout tenir compte de la persistance des défis sécuritaires pour garantir à tous la sécurité nécessaire sur toute l'étendue du territoire national. Pour rappel, le fichier

électoral définitif a dévoilé un total de 4,2 millions d'électeurs recensés, soit 51,9% de la population globale du pays.

(Togo Officiel)





RELANCE : AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

N°: AMI 2023-0004/ UGP-CCT/PRADEF/UEMOA/DDC

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA MISE EN PLACE D'UN
MECANISME DURABLE DE CONSOLIDATION, D'ANALYSE ET DE
DIFFUSION DE L'INFORMATION SUR LA DECENTRALISATION
FINANCIERE AU NIVEAU REGIONAL**

PROGRAMME REGIONAL D'APPUI A LA DECENTRALISATION FINANCIERE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PRADEF)

Source de financement : Commission de l'UEMOA / Coopération Suisse

1. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Régional d'Appui à la Décentralisation Financière en Afrique de l'Ouest (PRADEF), cofinancé par la Commission de l'UEMOA et la Coopération suisse, le Conseil des Collectivités Territoriales de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (CCT-UEMOA) envisage le recrutement d'un consultant chargé d'appuyer la mise en place d'un mécanisme durable de consolidation, d'analyse et de diffusion de l'information sur la décentralisation financière au niveau régional.

2. Le consultant est une firme (cabinet ou bureau d'études ou organisation non gouvernementale ou toute organisation similaire).

3. L'objectif global de la mission est d'appuyer la mise en place d'un mécanisme durable de consolidation, d'analyse et de diffusion de l'information sur la décentralisation financière au niveau régional.

De façon spécifique il s'agit de :

- Réaliser un état des lieux des mécanismes nationaux existants de collecte, de traitement, de consolidation, d'analyse et de diffusion des informations sur la décentralisation financière assorti d'une feuille de route des actions prioritaires de renforcement des capacités desdits mécanismes dans la perspective de la mise en place du mécanisme de consolidation et de diffusion des informations sur la décentralisation financière au niveau régional ;
- Proposer un cadre de référence en matière d'analyse financière des collectivités territoriales dans l'espace UEMOA incluant la définition des indicateurs clés (agrégats et ratios financiers) ;
- Proposer les maquettes de calcul des indicateurs clés (agrégats et ratios financiers) des collectivités territoriales ;
- Proposer un plan de rédaction du rapport d'analyse financière des collectivités territoriales au sein de l'UEMOA ;
- Proposer un schéma de collecte, de transmission et de traitement des informations sur la décentralisation financière à diffuser sur l'Observatoire Régional d'Analyse et de Suivi du Territoire Communautaire (ORASTEC) : <https://orastec.uemoa.int/> ; l'ORASTEC est un outil de suivi de l'espace communautaire de l'UEMOA qui a pour finalité de permettre une meilleure appréciation de l'évolution de l'espace communautaire de l'Union et fournir les informations et outils d'aide à la décision ;
- Appuyer la mise à jour de l'ORASTEC orientée vers la prise en compte des informations et indicateurs sur la décentralisation financière.

4. En vue de la constitution de la liste restreinte et pour une Demande de Propositions ultérieure, les consultants admissibles, sont invités à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.

5. Les consultants intéressés par cet avis sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêt, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises en ces prestations (brochures, nombre d'années d'expériences dans le domaine des prestations intellectuelles, organisation technique et managériale, références concernant l'exécution des marchés similaires, copies de pages de garde et de signature des contrats, attestations de bonne fin d'exécution, etc...). Ils fourniront en outre les informations suivantes :

- une lettre de manifestation d'intérêt adressée à monsieur le Président du CCT-UEMOA ;
- un accord de groupement s'il y a lieu ;
- une présentation des expériences générales du cabinet/bureau ;
- une présentation des références techniques, faisant ressortir notamment ses expériences pertinentes en rapport avec la présente mission ;
- les preuves de l'exécution des prestations similaires soutenues par des copies lisibles des pages de garde et de signature des contrats exécutés, des attestations de bonne fin d'exécution et des résumés exécutifs des rapports desdites prestations.

NB :

- Les références citées et non soutenues par des documents probants ne seront pas prises en compte (Pages de garde, page de signature des contrats ainsi que les attestations de bonne fin).
- Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans ce cas, les informations contenues dans le dossier porteront sur les différents membres du groupement en faisant apparaître les moyens et les expériences de chacun d'eux.

6. Les critères demandés seront appréciés à travers les preuves énumérées dans le tableau des critères de sélection.

7. Une liste des consultants [au moins trois (03) et au plus six (06) présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'autorité contractante.

8. Les consultants présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection fondée sur la qualité et sur le coût.

9. Le CCT-UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

10. La sélection du consultant se fera en conformité avec les procédures en vigueur à la Commission de l'UEMOA et définies dans le Règlement d'exécution N°001/2020/COM/UEMOA du 24/02/2020 relatif aux règles de passation, d'exécution et de réception des marchés des Organes de l'UEMOA.

11. Les appréciations porteront sur les critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
Expérience générale : Organisation technique et managériale du cabinet/firme et expérience dans le domaine des prestations intellectuelles en rapport avec la décentralisation et le développement local au cours des dix (10) dernières années	40
Expérience spécifique au cours des dix (10) dernières : : - Connaissance en finances publiques locales ; - Connaissance des mécanismes de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données de statistiques financières des collectivités territoriales.	40
Connaissance de la région Afrique de l'ouest et centrale	15
Présentation du dossier de soumission	5
Total des points	100

12. La note minimale requise pour être présélectionné est de 60/100 et le nombre de consultants présélectionnés ne saurait être inférieur à trois (03) et supérieure à six (06).

13. En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le consultant ayant réalisé plus de missions spécifiques sera privilégié.

14. Les consultants intéressés remplissant les conditions requises, peuvent obtenir un complément d'informations à l'adresse ci-après :

- auprès de l'Unité de Gestion du Programme PRADEF/UEMOA située au Complexe administratif de l'UEMOA, Ouaga 2000, 5^{ème} étage, Bureau : 531, 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso, Tél. : +226 70 00 55 02/ +226 70 43 34 25; Email : ekondia@uemoa.int ou dsavadogo@uemoa.int
- aux jours et heures suivants : du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 15 H 00 mn à 16 H 00 mn.

Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, en quatre (04) exemplaires (un original plus trois copies), doivent être envoyées à l'Unité de Gestion du PRADEF, au 5^{ème} étage du Complexe administratif de l'UEMOA, Ouaga 2000, bureau 531 ou par la poste à l'adresse «Commission de l'UEMOA, Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports, Unité de gestion du PRADEF, 01 BP 543

Ouagadougou 01, Burkina Faso, Tél. : +226 25 42 51 24 » au plus tard le 13/12/2023 à 09H00.

En outre, une copie électronique du dossier de manifestation d'intérêt est requise.

Toute offre parvenue après l'expiration du délai ci-dessus ne sera pas recevable quel que soit le motif évoqué pour justifier le retard.

L'ouverture des plis se fera en séance publique le 13/12/2023 à 09H30mn dans une salle de réunion de l'UEMOA à Ouagadougou.

15. L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et porter visiblement la mention : « Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant chargé d'appuyer la mise en place d'un mécanisme durable de consolidation, d'analyse et de diffusion des informations sur la décentralisation financière au niveau régional (Relance) ».

Le Président du CCT-UEMOA

Oumar BA

Technologie

La qualité des données est essentielle dans la formation ChatGPT

Cela fait presque un an qu'OpenAI a lancé ChatGPT au public, avec des taux d'adoption qui montent en flèche à un rythme sans précédent. En février 2023, Reuters faisait état d'environ 100 millions d'utilisateurs actifs. Avance rapide jusqu'en septembre et le site Web ChatGPT a attiré près de 1,5 milliard de visiteurs, démontrant l'immense popularité de la plateforme et son rôle essentiel dans le paysage numérique actuel. Willem Conradie, CTO du groupe PBT, revient sur ce parcours, notant l'utilisation et l'adoption importantes de ChatGPT dans divers secteurs.

• Junior Aredola

La montée en puissance de ChatGPT a mis en lumière d'importantes préoccupations. Ceux-ci vont des résultats biaisés, de l'interprétation erronée des questions, des réponses incohérentes, du manque d'empathie, jusqu'aux problèmes de sécurité. Pour y faire face, le concept d'IA responsable a pris de l'ampleur, soulignant l'importance d'appliquer l'IA avec une intention juste, inclusive, sécurisée, transparente, responsable et éthique. L'adoption d'une telle approche est vitale, en particulier lorsqu'il s'agit d'informations fabriquées lorsque ChatGPT fournit des informations incorrectes ou obsolètes », explique Conradie. Bien entendu, la polyvalence de la plateforme s'étend au-delà de l'usage public. Il constitue un outil puissant dans les environnements d'entreprise, améliorant divers processus commerciaux tels que les demandes de service client, la rédaction d'e-mails, les tâches d'assistant personnel, les recherches par mots clés et la création de présentations. Pour de meilleures performances, il est essentiel que ChatGPT fournisse des réponses précises. Cela nécessite une formation sur des données qui sont non seulement pertinentes pour



l'entreprise, mais également précises et opportunes. « Prenons un scénario dans lequel ChatGPT est utilisé pour répondre automatiquement aux demandes des clients dans le but d'améliorer l'expérience client en fournissant des réponses personnalisées. Si la qualité des données sous-jacentes est compromise, ChatGPT peut fournir des réponses inexactes, allant d'erreurs mineures comme des noms de clients incorrects à des problèmes majeurs comme la fourniture d'instructions d'auto-assistance incorrectes sur l'application mobile de l'entreprise », explique Conradie. « De telles inexactitudes pourraient entraîner la frustration des clients, ce qui pourrait nuire à l'expérience client et annuler les résultats positifs escomptés. » Il est primordial de répondre à ces problèmes de qualité des données. Assurer la pertinence est la première étape. Cela nécessite que les données utilisées

pour la formation du modèle s'alignent sur le contexte commercial dans lequel ChatGPT opère. La rapidité est un autre facteur critique, car des données obsolètes pourraient conduire à des réponses inexactes. Les données doivent également être complètes. Il est important de s'assurer que l'ensemble de données est exempt de valeurs manquantes, de doublons ou d'entrées non pertinentes, car celles-ci pourraient également entraîner des réponses et des actions incorrectes. De plus, il est essentiel d'améliorer continuellement le modèle grâce à l'apprentissage par renforcement, en intégrant les commentaires des utilisateurs dans les cycles de recyclage du modèle. Cela aide ChatGPT, et les modèles d'IA conversationnelle en général, à apprendre de leurs interactions, à s'adapter et à améliorer la qualité de leurs réponses au fil du temps.

Côte d'Ivoire

Agilly s'associe à l'APSI-CI pour renforcer la cybersécurité

L'entreprise ivoirienne Agilly, spécialisée dans les services cloud et la cybersécurité, a récemment signé un partenariat avec l'Association des professionnels de la sécurité de l'information de Côte d'Ivoire (APSI-CI).

Cette collaboration vise à renforcer la sécurité de l'environnement cyber en Côte d'Ivoire et à sensibiliser les entreprises et les professionnels à l'importance de la cybersécurité. Le CEO-fondateur d'Agilly, Gérard Konan, et Adama Coulibaly, vice-président de l'APSI-CI, ont signé cette convention de partenariat le 25 novembre à Abidjan. Les deux entités s'engagent à travailler ensemble sur des initiatives et des actions communes liées à la cybersécurité pour aider les entreprises à améliorer leur niveau de sécurité et à faire face aux menaces



cyber croissantes. La Côte d'Ivoire connaît une transformation numérique rapide, ce qui entraîne une demande croissante de cybersécurité pour protéger les actifs informatiques des organisations, en particulier les PME. Une étude révèle que près de deux millions d'attaques ont ciblé les PME ivoiriennes en 2022, faisant de la sécurité des systèmes d'information une prio-

rité pour 67 % d'entre elles. Cependant, la cybersécurité représente un coût significatif pour ces entreprises en termes d'investissement. Dans le cadre de ce partenariat, Agilly contribuera aux actions de sensibilisation et de formation de l'APSI-CI en proposant des services et des solutions de cybersécurité, notamment des formations et des compétences gratuites. Gérard Konan a également souligné qu'Agilly proposera des offres de formation à des coûts avantageux pour les membres de l'association.

Avec afriqueitnews.com

Connectivité

Huawei et l'UIT inaugurent une initiative pour soutenir la jeunesse

Lors du Forum sur le développement durable tenu à Dongguan, le 23 novembre, Huawei a annoncé un accomplissement majeur. Liang Hua, président du conseil d'administration de Huawei, a dévoilé que la société avait atteint son objectif de connectivité pour 90 millions de personnes dans des régions isolées de près de 80 pays, conformément à son engagement envers la Partner2Connect Digital Coalition (P2C) de l'UIT.

Cette réalisation illustre l'engagement de Huawei envers l'inclusion numérique à l'échelle mondiale. Liang Hua a souligné que les infrastructures numériques modernes, telles que la connectivité et les capacités de calcul, sont aussi cruciales pour le développement socio-économique que les infrastructures physiques traditionnelles comme les routes. Il a expliqué que cette infrastructure numérique émergente jouerait un rôle clé dans le développement durable de la société et stimulerait la transition numérique dans de nombreux secteurs, contribuant ainsi à la stabilité économique mondiale. Doreen Bogdan-Martin, la Secrétaire générale de l'UIT, a également pris la parole lors de l'événement, soulignant l'importance de combiner technologie et développement durable pour créer un avenir numérique qui profite à la fois aux individus et à la planète. En outre, Huawei a annoncé le lancement du « Programme



UIT de GenerationConnect Young Leadership en partenariat avec Huawei ». Cette bourse, ouverte aux candidatures l'année prochaine et d'une durée de trois ans, accompagnera chaque année 30 jeunes visionnaires âgés de 18 à 28 ans du monde entier dans la réalisation de projets visant à utiliser le numérique pour le développement communautaire. Les participants bénéficieront d'un soutien financier, de mentors de l'UIT et de Huawei, ainsi que d'opportunités de participer à des événements conjoints. Jeff Wang, président du département des affaires publiques et des communications de Huawei, a exprimé l'enthousiasme de l'entreprise quant à l'impact potentiel de ces

jeunes visionnaires dans la promotion de l'inclusion numérique à l'échelle mondiale. Cosmas Luckyson Zazava, Directeur du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT, a souligné le rôle essentiel du numérique pour accélérer la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) et a encouragé les jeunes à apporter des contributions innovantes à cet écosystème en expansion. La Coalition P2C, lancée par l'UIT, vise à promouvoir la connectivité et la transformation numérique dans le monde, en donnant la priorité aux communautés isolées des pays et régions dépourvus d'accès numérique.

Avec afriqueitnews.com

Agriculture

PepsiCo annonce des projets d'accélérateurs agricoles

PepsiCo a annoncé la troisième année de son programme agricole mondial, l'accélérateur de résultats agricoles positifs (PAO), en soutenant huit nouveaux projets d'innovation dans neuf pays. L'investissement continu de PepsiCo vise à relever certains des défis les plus urgents auxquels est confrontée l'agriculture aujourd'hui, tout en faisant avancer le programme pep+ (PepsiCo Positive) de l'entreprise.

• Vivien Atakpabem

Le PAO Accelerator de PepsiCo offre aux communautés agricoles locales un co-investissement pour accélérer des projets d'agriculture positive diversifiés et axés sur les résultats, ainsi qu'un financement pour les start-ups de technologie agricole qui proposent des produits ou des technologies éprouvés avec un potentiel d'évolution. Les innovations de cette année renforceront la résilience grâce à l'analyse liée au climat, amélioreront la santé des sols et renforceront la résilience climatique des exploitations agricoles – en impliquant les agriculteurs d'Australie, de Colombie, d'Égypte, d'Inde, d'Irak, du Pakistan, de Pologne, de Roumanie et du Royaume-Uni. « Nous ne pouvons pas motiver un changement systémique à nous seuls, et notre accélérateur PAO continue de fournir un forum permettant aux communau-

tés agricoles de proposer des idées et des opportunités, et de recevoir le financement nécessaire pour faire décoller des innovations prometteuses », a déclaré Margaret Henry, vice-présidente du projet. Président, Agriculture durable et régénérative chez PepsiCo. « Avec cette dernière série de projets, nous favorisons non seulement ce puissant réseau d'innovateurs à travers les terres agricoles mondiales, mais nous nous rapprochons également d'un avenir plus régénératif, avec la vision des agriculteurs au premier plan. Parmi la liste de projets de 2023, il y aura un projet avec des producteurs de céréales australiens pour tester et valider les pratiques de gestion de la santé des sols afin de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre à la ferme. En Colombie, le financement contribuera à accroître la qualité et le rendement des cultures de pommes de terre en installant des systèmes d'irrigation par asper-

sion qui réduiront également la consommation d'eau. Et, en collaboration avec 3Keel, une société d'innovation paysagère basée au Royaume-Uni, le financement aidera à connecter les organisations basées en Europe intéressées par le soutien de solutions régénératrices avec les gestionnaires de terres agricoles locales qui peuvent fournir des résultats mesurables et durables. « Investir dans des projets agricoles pionniers est une action clé pour lutter contre l'évolution de la crise climatique et préparer les agriculteurs du monde entier à réussir à long terme », a déclaré Tom Curtis, directeur de 3Keel Group Ltd. « Le soutien de l'accélérateur PAO de PepsiCo permettra notre équipe à travailler avec les agriculteurs locaux à travers l'Europe pour négocier davantage les partenariats nécessaires pour accélérer l'action climatique sur le terrain afin de renforcer les chaînes d'approvisionnement agricoles à long terme.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 28 novembre 2023

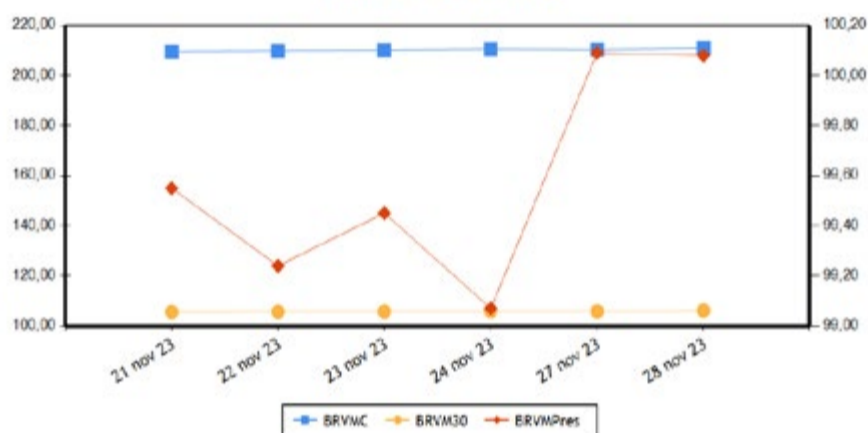
N° 225

BRVM COMPOSITE	210,91
Variation Jour	0,29 %
Variation annuelle	3,78 %

BRVM 30	106,14
Variation Jour	0,31 %
Variation annuelle	6,14 %

BRVM PRESTIGE	100,08
Variation Jour	-0,01 %
Variation annuelle	0,08 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 846 382 456 806	0,29 %
Volume échangé (Actions & Droits)	552 382	-29,56 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	375 736 693	-39,05 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	13	18,18 %
Nombre de titres en baisse	17	0,00 %
Nombre de titres inchangés	12	-14,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 286 548 251 048	-0,02 %
Volume échangé	1 815	-93,83 %
Valeur transigée (FCFA)	17 708 172	-93,91 %
Nombre de titres transigés	17	41,67 %
Nombre de titres en hausse	3	200,00 %
Nombre de titres en baisse	4	-33,33 %
Nombre de titres inchangés	10	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	4 945	7,50 %	-9,52 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 400	6,72 %	-6,66 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	1 800	5,88 %	-43,66 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	775	4,73 %	13,97 %
NESTLE CI (NTLC)	7 885	3,34 %	-4,37 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	1 250	-7,41 %	42,05 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 500	-7,08 %	25,00 %
PALM CI (PALC)	6 415	-5,66 %	-38,23 %
CIE CI (CIEC)	1 900	-5,00 %	-4,52 %
SICABLE CI (CABC)	1 100	-4,76 %	-5,98 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	100,08	-0,01 %	0,08 %	478 169	129 739 128	6,17
BRVM-PRINCIPAL	36	103,16	0,66 %	3,16 %	74 213	245 997 565	14,05

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,66	0,68 %	-0,54 %	23 597	42 743 090	39,80
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	521,41	0,50 %	6,58 %	14 326	119 615 380	8,73
BRVM - FINANCES	15	84,69	0,18 %	12,16 %	485 284	160 391 923	6,61
BRVM - TRANSPORT	2	363,18	-2,25 %	6,29 %	7 161	10 620 355	8,05
BRVM - AGRICULTURE	5	143,56	-2,70 %	-49,37 %	11 834	25 645 710	7,47
BRVM - DISTRIBUTION	7	336,12	0,78 %	-6,25 %	10 179	16 719 315	11,60
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 135,17	0,00 %	-3,16 %	1	920	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,69
Taux de rendement moyen du marché	8,50
Taux de rentabilité moyen du marché	9,79
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	131
Volume moyen annuel par séance	491 111,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 185 505 661,63

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,47
Ratio moyen de satisfaction	53,53
Ratio moyen de tendance	511,20
Ratio moyen de couverture	19,56
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	3,46
Nombre de SGI participantes	30

Définitions

- Volume moyen annuel par séance : Volume annuel échangé / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance : Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Ratio moyen de liquidité : Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de satisfaction : Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Ratio moyen de tendance : Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de couverture : Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
- Taux moyen de rotation : Moyenne des taux de rotation des actions cotées (Volume transigé/capital flottant)
- PER moyen du marché : Moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Taux de rendement moyen : Moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Taux de rentabilité moyen : Moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
- Prime de risque du marché : (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actualisé des emprunts d'état

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Royaume-Uni

Un robot pour réparer les nids-de-poule

L'appareil utilisera l'intelligence artificielle pour repérer les trous dans la route et aider les autorités locales.



Une entreprise de Faresbury, en Angleterre, a conçu le premier robot réparateur de nids-de-poule. L'engin imaginé par Robotiz3d ressemble un peu à une dameuse, mais avec un rouleau compresseur qui peut être descendu sur le sol. Grâce à son intelligence artificielle, ce véhicule autonome pourra détecter les trous dans la route et les aplanir. Mais il créera également une base de données de l'état des routes qui permettra aux autorités locales de prévoir sur quelles routes ces nids-de-poule risquent de s'aggraver et de fixer des priorités pour leur réparation, écrit

UK Research and Innovation. Selon la start-up, cette invention réduira le temps, les coûts, les émissions de CO2 et le gaspillage de matériaux associés à la réparation des nids-de-poule et des fissures, tout en améliorant la durée de vie et la sécurité des routes. Les premiers tests sont en cours en attendant la commercialisation de cet engin.

Plus de 1500 dommages par jour

La Grande-Bretagne a un vrai problème de nids-de-poule. Le Premier ministre Rishi Sunak a promis le mois der-

nier un financement de 8,3 milliards de livres sterling (9,2 milliards de francs) pour lutter contre ce qu'il a appelé lui-même appelé le « fléau des nids-de-poule ». Même le chanteur Rod Stewart avait pris l'initiative de réparer des nids-de-poule qui endommageaient sa voiture. Près de deux millions de nids-de-poules sont réparés chaque année dans le pays et les récentes tempêtes n'ont pas arrangé les choses. The Automobile Association, sorte de TCS local, a reçu 52 541 appels pour des véhicules endommagés par des défauts de la route en octobre, record absolu, écrit la BBC. Les pluies diluviennes ont encore plus détérioré les routes et l'association conseille aux conducteurs d'éviter les flaques qui peuvent cacher de gros trous. Depuis le début de l'année, le groupe automobile a reçu plus d'un demi-million d'appels, soit plus de 1500 par jour. Une réparation après à un dommage dû à un nid-de-poule coûte en moyenne 440 livres (490 francs).

Avec lematin.ch

Ingénieurs

La fibre optique permet de prédire les séismes

L'EPFZ a découvert que même les faibles tremblements de terre sont enregistrés dans ces réseaux de communication.

Des scientifiques de l'Institut de géophysique de l'EPFZ, en collaboration avec l'Institut fédéral suisse de météorologie (METAS), ont découvert une méthode étonnante et peu coûteuse pour mesurer avec précision les tremblements de terre, même au fond des océans et dans les pays moins développés. Il suffit d'utiliser les réseaux de fibre optique. Ceux-ci sont dotés d'un système de suppression active du bruit de phase (PNC). Il est comparable aux systèmes de suppression du bruit des casques haut de gamme actuelle, qui font disparaître presque complètement le bruit ambiant pour les utilisateurs. Leurs écouteurs sont dotés de microphones qui captent les bruits externes. Ce signal est inversé puis intégré aux signaux audio pratiquement en temps réel. Le signal à phase inversée annule les bruits externes un à un, les rendant ainsi inaudibles.



un signal partiel réfléchi par le récepteur. La différence entre les deux signaux indique alors les interférences auxquelles le signal lumineux a été exposé lors de son passage dans la fibre optique. Tout comme pour la suppression du bruit dans les écouteurs, ces interférences peuvent être annulées à l'aide d'un anti-signal approprié. Dans la transmission optique de données, le « bruit » est provoqué lorsque les fibres optiques sont perturbées de quelques micromètres seulement. Chaque déformation raccourcit ou allonge légèrement la fibre. Cela entraîne à son tour ce que l'on appelle un effet photoélastique, qui fait varier légèrement la vitesse de la lumière dans la fibre.

Chaque séisme de magnitude 3,9 est enregistré

Pour mesurer un séisme, il suffit dès lors de stocker les données de suppression active du bruit et de les évaluer, aucun appareil supplémentaire ni infrastructure coûteuse n'est nécessaire. Chaque vague d'un séisme de magnitude 3,9 est enregistrée dans le système antibruit des réseaux à fibres optiques. Cette méthode peut être utilisée pour mettre en place à faible coût des systèmes d'alerte précoce aux tremblements de terre et aux tsunamis à maillage serré. Les pays riches comme la Suisse disposent d'un réseau dense de stations de surveillance sismique. Mais ce n'est pas le cas dans les pays moins développés et sur le fond des océans de la planète. Alors que les régions les plus pauvres manquent d'argent pour acquérir le nombre nécessaire de capteurs, les océans ont besoin de systèmes complexes capables de mesurer de manière fiable des changements minimes de pression à des profondeurs de plusieurs milliers de mètres et de transmettre les signaux de données à la surface. Ce système utilisant les réseaux de fibre optique peut servir à cela.

Comm/M.P.

France

Près de deux tonnes d'ivoire détruites pour endiguer son commerce

Des défenses d'éléphants et des objets, dont des statues, ont été brûlés, mardi, en France, pour freiner le commerce illégal d'espèces protégées. Au total, l'opération a concerné 1800 kg d'ivoire.

Des défenses d'éléphants, des bijoux, des statuettes réduits en cendres: 1,8 tonne d'ivoire, dont deux tiers d'objets remis par des particuliers, a été détruite, mardi, à Reims (F) à l'initiative d'une ONG, pour contribuer à endiguer le commerce d'ivoire, fatal aux éléphants. De la défense brute ou travaillée au jeu de mah-jong, de la sculpture phallique au bracelet, ces 1800 kilos d'objets, l'équivalent des défenses d'environ 180 éléphants, ont d'abord été broyés, puis incinérés, sous le contrôle d'un huissier. Coordonnée par le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW), une ONG dont le siège français est à Reims, et l'Office français de la biodiversité (OFB), cette destruction de grande ampleur vise à endiguer le commerce de l'ivoire et à alerter « sur un trafic responsable de la mort de milliers d'éléphants chaque année ». Elle « montre symboliquement que l'ivoire n'a de valeur que pour les éléphants », a souligné le directeur d'IFAW France, David Germain-Robin. Il ne reste aujourd'hui que 400'000 éléphants en Afrique, soit un déclin de 70% par rapport aux années 1970, principalement dû au braconnage, tandis qu'en un siècle, les populations d'éléphants ont chuté de plus de 90 pour cent.

Inciter les particuliers à rendre des objets

Brassiculture

Moroses, les Suisses ont bu nettement moins de bière

Le marché suisse de la bière a enregistré, durant l'année brassicole 2022-2023, une baisse de 2,5% de ses ventes par rapport à l'année précédente. La mousse sans alcool continue de progresser.

Petit goût d'amertume pour les ventes de bière pour l'année brassicole 2022-2023 en Suisse. L'ensemble du marché a enregistré une baisse de 2,5% par rapport à la même période l'année précédente, annonce, mardi, l'Association suisse des brasseries (ASB). Alors que l'année 2021-2022 s'était distinguée par une forte croissance liée aux effets de rattrapage post-Covid, la dynamique positive ne s'est pas poursuivie, souligne l'ASB. Ce sont surtout les importations qui ont reculé. Elles ont baissé de 7% à 975'746 hectolitres et ne représentent plus que 21,3% du marché global suisse. À titre de comparaison, lors du pic de 2012-2013, cette part avait atteint 26,1%. Côté suisse, la



En 2015, l'IFAW a lancé une campagne baptisée « Je donne mon ivoire », pour inciter les particuliers à remettre leurs objets afin de les détruire. Une initiative couronnée de succès, de nombreux particuliers cherchant à se défaire de leur ivoire, « par conviction éthique ou faute de pouvoir les vendre légalement suite aux dernières évolutions de la réglementation », selon Mia Crnojevic-Cherrier, chargée de campagnes au sein de l'ONG. Encore aujourd'hui, « des milliers d'éléphants sont braconnés chaque année » pour alimenter le commerce d'ivoire, assure-t-elle. Certaines pièces détruites sont « des objets magnifiques », et leur destruction peut « susciter l'incompréhension », a relevé Loïc Obled, directeur général délégué de l'OFB. Mais « dès lors que l'ivoire n'est pas légal, nous souhaitons le soustraire du marché, pour tarir ce marché ». Selon l'IFAW, les musées en

France sont peu demandeurs de recevoir ce type d'objets, car leurs collections en regorgent déjà. Néanmoins, l'IFAW et l'OFB les ont fait évaluer par un expert indépendant, pour vérifier que le stock ne comprenait pas d'objets dits de « haute importance, culturelle, artistique ou historique ». Aucun ne rentrait finalement dans cette catégorie.

Un des trafics « les plus lucratifs »

« Estimé à plus de 20 milliards de dollars au niveau mondial, le commerce illégal d'espèces de faune et de flore sauvages protégées fait partie des trafics les plus lucratifs » et émane très souvent d'« organisations criminelles structurées, disposant d'une véritable stratégie », souligne la secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, Sarah El Haïry.

(AFP)

production nationale a baissé de 1,2% pour atteindre 3,595 millions d'hectolitres.

Climat morose et météo

« La peur de l'inflation, la hausse des primes d'assurance maladie, les coûts élevés de l'énergie et la situation géopolitique incertaine pèsent sur le moral des consommateurs, avec des répercussions sur la consommation de bière », estime Nicolò Paganini, président de l'ASB. En outre, la météo d'avril a été très pluvieuse et a offert peu d'occasions de consommer en plein air. Les ventes de bière ont été par conséquent en demi-teinte. Et l'été indien qui s'est prolongé n'a pas permis d'améliorer sensiblement les statistiques de la bière.

La bière sans alcool a la cote

En revanche la bière sans alcool ne cesse de gagner en popularité. Sa production a augmenté de 5,3% pour s'établir à 279'233 hl. Sa part sur le marché total s'élève désormais à 6,1%, contre 5,8% une année plus tôt. Un phénomène attribué à un changement générationnel. « Se retrouver autour d'une table des habitués est une tradition qui se perd », commente l'ASB. Désormais les amateurs consomment de manière plus sélective, notamment en accompagnement d'un repas. La qualité de la bière connaît de ce fait un regain d'attention affirme-t-elle.

(cht/comm)

Changement climatique

L'impact du climat sur la santé doit être au centre de la COP28, plaide l'OMS

À l'approche de la Conférence des Nations Unies sur le climat, la COP28, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), aux côtés de la communauté mondiale de la santé, a appelé lundi à garantir que l'impact du changement climatique sur la santé occupe une place centrale dans les négociations.

« Donner la priorité à la santé n'est pas seulement un choix ; c'est le fondement de sociétés résilientes », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. « Les dirigeants doivent agir à Dubaï, en fournissant les résultats sanitaires solides qu'attendent leurs populations et dont leurs économies ont un besoin urgent. Nous devons changer le discours et démontrer les énormes avantages d'une action climatique plus audacieuse sur notre santé et notre bien-être ». Les événements météorologiques extrêmes survenus dans le monde ces derniers mois offrent un aperçu terrifiant de ce qui nous attend dans un monde qui se réchauffe rapidement. Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) indique qu'environ 3,5 milliards de personnes – soit près de la moitié de l'humanité – vivent dans des zones très vulnérables au changement climatique.



Les décès liés à la chaleur chez les plus de 65 ans ont augmenté de 70% dans le monde en deux décennies, selon les chiffres de l'OMS. Seul un effort spectaculaire et déterminé pour limiter le réchauffement à 1,5 °C permettra d'éviter un avenir bien pire que celui que nous connaissons actuellement.

Des vies en péril

Les phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents et graves, tels que les sécheresses, les inondations et les vagues de chaleur, mettront également à rude épreuve les infrastructures de santé. Les inondations de l'année dernière

au Pakistan ont déplacé 8 millions de personnes et touché 33 millions de personnes au total. Les prévisions de la Banque mondiale indiquent que sans une action audacieuse et immédiate, le changement climatique pourrait déplacer environ 216 millions de personnes d'ici 2050. Alors que la crise climatique met en péril des vies et des moyens de subsistance, les systèmes alimentaires mondiaux peinent à soutenir une population croissante, et la compromission des sources d'eau aggrave les défis. En parallèle, le changement climatique catalyse une recrudescence de maladies infectieuses comme la dengue et le choléra, mettant en danger des millions de personnes.

Selon l'OMS, le moment est venu d'agir de manière décisive et collaborative pour atténuer les impacts sanitaires de la crise climatique et construire un avenir durable pour tous. Alors que le changement climatique pose un défi sans précédent aux systèmes de santé du monde entier, l'agence onusienne estime également impératif de renforcer les systèmes pour qu'ils soient résilients, à faibles émissions de carbone et durables. Adapter les systèmes de santé signifie améliorer les interventions clés telles que la lutte antivectorielle, la surveillance épidémiologique et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. En outre, la formation du

personnel de santé est cruciale. Pour réduire l'impact négatif sur la santé, la communauté de la santé souligne l'importance de réduire et d'arrêter les émissions de gaz à effet de serre. Selon l'OMS, 7 millions de décès prématurés sont attribués chaque année à la pollution de l'air. Des mesures d'atténuation urgentes, notamment la transition vers des sources d'énergie propres, sont nécessaires pour protéger la santé humaine et créer des résultats durables. La communauté de la santé reconnaît le rôle que jouent les systèmes de santé dans la contribution aux émissions et plaide en faveur d'un secteur de la santé plus écologique. Cela implique de décarboner les systèmes de santé, de numériser la médecine et de mettre en œuvre des pratiques du-

rables dans les hôpitaux et les établissements de santé pour réduire considérablement les 5 % d'émissions mondiales attribuées au secteur de la santé. Plus d'un milliard de personnes dans le monde bénéficient de services de santé dotés d'une électricité peu fiable, voire inexistante. Pour les pays à faible revenu n'ayant pas accès à l'électricité, la communauté de la santé appelle à une accélération de l'accès à l'énergie propre. L'OMS travaille avec ses partenaires pour accélérer l'électrification des établissements de santé grâce aux énergies renouvelables, harmoniser les fournitures médicales et mener un changement transformateur vers des sources d'énergie plus propres, de meilleurs services et une dépendance réduite au diesel et au gaz.



HOROSCOPE finance

Bélier Il existera pour vous d'intéressantes perspectives d'un accroissement de votre patrimoine. Mais ne vous réjouissez pas trop vite de ces facilités pour gagner de l'argent, car vous serez en même temps obligé d'en dépenser beaucoup. Il est probable que la balance soit plutôt déficitaire en fin de compte.

Taureau Sur le plan financier, il faudra vous attendre à une journée de vaches maigres, car Uranus en cet aspect non seulement ne vous concédera aucune chance mais encore vous obligera à faire des dépenses tout à fait inattendues.

Gémeaux Ne vous contentez pas de réaliser uniquement des opérations financières à court terme ou encore, si vous jouez en Bourse, d'opter uniquement pour l'audace au détriment de la sécurité. Autrement, vous risquez de vous retrouver face à de sérieuses difficultés. Il vous faudra voir plus loin que le bout de votre nez.

Cancer Peut-être serez-vous sur le point de renoncer à des avantages matériels ou financiers pour vous épanouir dans la voie que vous avez choisie ? A moins que vous n'envisagiez à plus ou moins long terme d'acheter un appartement ou une maison ? Dans tous les cas, vous aurez avantage à rechercher les conseils avisés pour réorganiser votre patrimoine et trouver les meilleurs moyens de faire fructifier vos ressources.

Lion Le Soleil va mettre le domaine financier momentanément en vedette. Pour le meilleur, peut-être, mais sous réserve que vous vieilliez à ne pas dépenser sans compter ou, si vous avez placé vos économies en Bourse, à ne pas prendre trop de risques.

Vierge S'il vous arrive, parfois, de faire du sentiment en affaires, ce ne sera pas du tout le cas cette fois. Au contraire, lorsque vous effectuerez d'importantes transactions financières, vous chercherez constamment à pousser votre avantage et à négocier au meilleur prix pour vous. Résultat : vous parviendrez à développer sensiblement votre situation matérielle grâce à d'excellentes opérations.

Balance Les temps seront difficiles sur le plan pécuniaire. Vous devrez donc vous montrer extrêmement prudent. Evitez toute dépense superflue. Si vous avez des choix financiers importants à faire, entourez-vous de toutes les précautions nécessaires et prenez conseil auprès de spécialistes.

Scorpion Si vous souhaitez obtenir d'importants appuis financiers, votre requête aura de grandes chances d'être acceptée à la faveur de cet aspect de Pluton. Vous pourrez aussi effectuer une excellente affaire.

Sagittaire Vous pourrez améliorer votre pouvoir d'achat. Grâce à une gestion très saine de vos finances, vous ferez fructifier vos ressources. Vous pourriez aussi bien obtenir une quelconque prime importante.

Capricorne Restez discret sur ce que vous entreprenez et n'hésitez pas à vous lancer, en mesurant bien les risques, dans une spéculation boursière ou immobilière. A la faveur des bons influx jupitériens, vous pourrez réussir une opération spectaculaire et, par voie de conséquence, une ascension sociale vertigineuse.

Verseau Mars et la Lune pourront vous valoir une mauvaise surprise côté finances. Pour éviter que la situation ne dégénère, essayez de serrer les cordons de la bourse : avec ces deux planètes momentanément hostiles, mieux vaudra en effet prévenir que guérir.

Poisson Attention aux opérations financières hasardeuses ! Soyez très vigilant aujourd'hui, et méfiez-vous de personnes peu scrupuleuses qui tenteront d'abuser de votre confiance. Ouvrez l'oeil.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique de Togo - REC N°0650/07/09/2022/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur GénéralLéonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)**Administrateur Délégué**Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)**Directeur de Publication**TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)**Rédacteur en Chef**Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)**Rédacteurs**

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur CommercialEli DEKOU
(+228 92 10 93 53)**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



CONSULTATION POUR ACTUALISER LE PROFIL MIGRATOIRE DU TOGO ELABORE EN 2015 EN EXPLORANT LES MULTIPLES ASPECTS DES DYNAMIQUES MIGRATOIRES TOGOLAISE

Lieu d'affectation de la Consultation	: Lomé, Togo
Unité Organisationnelle	: Gouvernance migratoire
Date de début	: Dès que possible
Durée de la consultation	: Quatre (4) mois
Nature du Contrat	: Consultance Nationale

Contexte et Portée

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) est l'Organisme des Nations Unies chargé des migrations. Elle accompagne les gouvernements dans la promotion et gestion d'une migration sûre, ordonnée et respectueuse de la dignité humaine au profit de tous. Dans le cadre du Programme Régional pour la Migration en Afrique (PRM), financé le Département d'Etat Américain, l'OIM soutiendra le gouvernement togolais dans le processus d'actualisation du Profil Migratoire du Togo élaboré en 2015 en travaillant en étroite collaboration avec tous les acteurs clés dans le domaine de la Migration notamment le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur (MAEIRTE), le Comité Interministériel de Coordination, de Suivi des Activités de Migration et Développement (CCSAMD) et tout autre acteur jugé nécessaire. L'OIM recrute un consultant national dont le but est d'actualiser le Profil Migratoire du Togo élaboré en 2015 en explorant les multiples aspects des dynamiques migratoires Togolaise.

Objectif et Responsabilités

L'objectif général de cette consultation est d'actualiser le Profil migratoire du Togo élaboré en 2015 en explorant les multiples aspects de la dynamique migratoire togolaise.

Tâches à accomplir dans le cadre du présent contrat.

Le contenu du Profil Migratoire s'accorde au modèle du Profil Migratoire national pour les pays de l'Afrique de l'Ouest et de centre. Toutefois, lors des analyses, une attention particulière sera accordée aux aspects relatifs à la migration de travail.

A. Introduction

- Etat des lieux du niveau de développement
- Principales tendances migratoires

B. Analyse du contexte socio-économique de la migration

- Changements démographiques
- Environnement économique
- Analyse du marché du travail
- Capital humain

C. Analyse de la situation migratoire dans le pays

- Immigrants (nombre total d'immigrants, type d'immigrants, estimation du nombre d'immigrants en situation irrégulière)
- Emigrants (nombre total d'émigrants, types d'émigrants, estimation du nombre d'émigrants en situation irrégulière)
- Diasporas à l'étranger
- Transferts de fonds des nationaux vivant à l'étranger

D. Analyse des facteurs générant la migration

- Principales caractéristiques des tendances migratoires actuelles
- Identification des facteurs générant la migration
- Evolution probable des mouvements migratoires

E. Efficacité des politiques dans la gestion du phénomène migratoire

- Aperçu du cadre stratégique et institutionnel régissant la migration
- Analyse de la coordination politique en matière migratoire
- Coopération régionale et internationale
- Evaluation globale de la politique migratoire (y compris celle relative à

la migration de travail)

F. Evaluation des conséquences de la migration et de la politique migratoire sur le développement

- Impacts de la migration sur le développement socio-économique du pays
- Impacts des politiques migratoires sur le développement du pays

G. Conclusions

- Principales conclusions sur les tendances migratoires récentes
- Recommandations pour l'amélioration des statistiques migratoires
- Recommandations relatives à la gestion de la migration (y compris la gestion de la migration de travail)

Résultats tangibles et mesurables de la mission de travail

- Soumission de l'approche méthodologique et du plan de travail.
- Soumission des rapports des étapes.
- Envoi du draft du document de profil migratoire national ; Intégration des amendements et soumission du document final de profil migratoire national du Togo.
- Présentation du document final aux parties prenantes et gouvernement et mener l'atelier de validation nationale.
- Un document de profil migratoire national pour le Togo est actualisé et validé par les autorités.

Durée

La durée du contrat de consultant sera de quatre (4) mois à compter de la signature du contrat.

Qualification du consultant

- Être titulaire d'un Diplôme universitaire en sciences sociales, droit international ou similaires.
- Avoir un minimum de quatre (4) années d'expérience et compétences vérifiables en planification, appui institutionnel et en développement des politiques (politiques migratoires serait un atout).
- Avoir une expérience avérée dans le développement des politiques régionales ou nationales.
- Avoir une connaissance de la région de la CEDEAO et de son cadre institutionnelle.
- Avoir une connaissance des enjeux de la politique migratoire globale et régionale serait un atout.
- Une expérience vérifiable dans la rédaction et analyse des documents de politique publique.

Dépôt de Candidatures

Les candidat(e)s intéressé(e)s par cet appel à candidature sont prié(e)s d'envoyer leur dossier de candidature à l'adresse électronique : togovacancy@iom.int en indiquant dans l'objet de l'email le titre : « Candidature au poste de Consultant en politiques migratoires » au plus tard le 04 Décembre 2023.

Le dossier de candidature doit comprendre

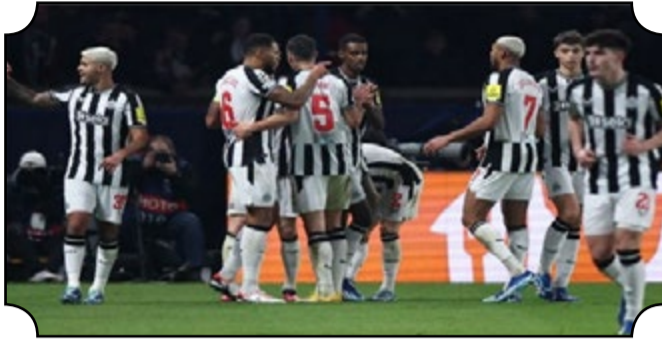
- Une lettre de motivation et un CV/ Ou documents de leur société ;
- Une proposition financière indiquant les honoraires de la consultance ;
- une proposition technique indiquant comment le travail pourrait être réalisé
- Un résumé et des références de travaux similaires ou connexes réalisés dans le passé.

Tous les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété, y compris, mais sans s'y limiter, les brevets, les droits d'auteur, les marques commerciales et la propriété des données résultant de cette consultation sont dévolus à l'OIM, y compris, mais sans s'y limiter, les droits d'utiliser, de reproduire, d'adapter, de publier et de distribuer tout élément ou partie d'élément.

LdC

Le PSG sauve les meubles contre Newcastle

Ne pas se loucher au Parc des Princes pour s'éviter une dernière journée décisive, telle était la mission des hommes de Luis Enrique ce mardi soir, avec la réception de Newcastle. Et aussi prendre la revanche sur le match aller, qui avait exposé des faiblesses criantes (défaite 4-1 en Angleterre).



Pour cela, le coach espagnol faisait tourner son effectif par rapport au match contre Monaco, avec les titularisations de Danilo, Lee et Kolo-Muani. Newcastle, de son côté, était pénalisé par de nombreuses absences. Et cela se voyait, notamment du côté habituel de Dan Burn, dominant à l'aller et remplacé par Livramento ce mardi soir. Dembélé et Hakimi s'engouffraient avec envie dans le couloir droit et offraient très vite des situations de but (4e, 9e). Et les faiblesses du PSG ? L'une d'entre elles est la qualité de relance de Donnarumma, qui était proche d'aboutir à un but d'Isak (12e). Cela refroidissait les ardeurs parisiennes, et Newcastle commençait à prendre confiance. La preuve ? Livramento se baladait à l'entrée de la surface, sans que personne n'intervienne. Il décalait tranquillement Almiron, dont la frappe enroulée était seulement repoussée par Donnarumma, dans les pieds d'un Isak, tout heureux d'en profiter pour ouvrir le score (0-1, 22e). Un gros coup de froid sur le Parc des Princes,

et un scénario catastrophe. Le PSG n'arrivait plus à se sortir du pressing adverse, et offrait trop de déchet technique pour déstabiliser l'arrière-garde adverse. Seul Dembélé semblait capable de créer des différences balle au pied, à l'image d'une percée rageuse (32e). Mais c'est sans véritable frisson que la pause était sifflée.

Le PSG sans idées

Au retour des vestiaires, le PSG butait encore sur le milieu adverse, regroupé et parfaitement en place. Mbappé, peu visible ce soir, ratait son retourné acrobatique au point de penalty (55e), et c'est Newcastle qui se régalaît dans les espaces libérés par le PSG. Luis Enrique lançait son coaching à l'heure de jeu

en faisant rentrer Vinha et Barcola aux places d'Ugarte et Kolo Muani. Le 4-3-3 ne bougeait pas, et les Parisiens avaient du mal à proposer autre chose que du jeu latéral, condamnés par un manque de justesse technique dans les derniers mètres. Le club de la capitale ne parvenait pas à mettre de la vitesse, et il fallait attendre une première fulgurance de Mbappé et un centre vers Barcola, qui ne concluait pas, la faute à un arrêt exceptionnel de Pope (66e). Barcola privilégiait la solution individuelle dans la foulée, sur un nouveau caviar de Mbappé (67e). Puis Hakimi s'effondrait dans la surface suite à un contact avec Gordon (69e), mais l'arbitre ne sifflait pas.

Avec footmercato.net

Kloto/ gestion des quartiers

Les chefs et reines-mères des 36 quartiers de la ville de Kpalimé outillés

Le ministre Dodzi Komla Kokoroko, cadre de Kloto, a échangé, le lundi 27 novembre à Kpalimé, avec les chefs et reines-mères des 36 quartiers de la ville de Kpalimé sur la gestion de leurs quartiers.

La rencontre s'est déroulée en présence du préfet de Kloto, Assan Koku Bertin et le maire de Kloto 1, Winny Yawo-Dogbatsè. Ce rendez-vous d'échange a été une occasion pour les participants d'identifier les voies et moyens pour une meilleure gestion de leurs quartiers. La rencontre a permis aussi d'élaborer des stratégies devant permettre à ces chefs et reines-mères de travailler ensemble avec la population, de manière à ce que chaque personne dans son quartier se sente concerner par le développement du quartier. Le ministre Kokoroko a rappelé aux chefs leur rôle en tant que chefs de



quartiers, et leaders de leur communauté. Il leur a exhorté à être des rassembleurs, à cultiver le vivre ensemble, la solidarité et l'union pour que la paix règne dans leurs quartiers afin de booster le développement du milieu. Le préfet et le maire ont rappelé aux chefs et reines-mères que l'enjeu est de favoriser les conditions de vie des habitants de leurs quartiers en œuvrant pour la promotion

de l'éducation à la citoyenneté. Les participants ont salué cette démarche du ministre et se sont engagés à œuvrer pour le développement de leur localité. A l'issue de la rencontre, le ministre Kokoroko s'est rendu dans un centre d'hébergement des handicapés visuels pour s'enquérir du fonctionnement de ce lieu.

Avec ATOP/AYH/BA

Cadre intégré renforcé

Les parties prenantes du CIR passent en revue les projets financés

La 37^e réunion du Conseil d'administration (CA) du Cadre intégré renforcé (CIR) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est ouverte par un atelier national le mardi 28 novembre à Lomé.

L'objectif de cette réunion du CA sur 4 jours est de passer en revue l'état de mise en œuvre de l'ensemble des programmes du CIR et d'évaluer le programme de soutien aux Pays les moins avancés (PMA) en cours d'exécution qui se termine en 2024. « Cette réunion du conseil offre l'occasion de recevoir une mise à jour du groupe de travail composé des représentants des PMA et des donateurs et du CIR travaillant pour la conception d'un nouveau programme de soutien au développement du commerce multilatéral en faveur des PMA », a déclaré l'ambassadeur Kokou Yackoley Johnson, président du conseil du CIR. L'un des principaux objectifs de cette réunion, dit-il est de fournir des orientations pour la mise en œuvre immédiate du dispositif intermédiaire qui garantira que les PMA puissent maintenir l'élan, combler le fossé et se préparer à un nouveau programme de soutien. Le Cadre intégré renforcé (CIR) est un programme d'aide pour le commerce destiné aux pays les moins avancés (PMA). Ce programme est financé par un fonds d'affectation spéciale multidonateurs qui regroupe les contributions de 24 pays. Les réunions du CA, organe suprême de décision du programme, se tiennent deux fois dans l'année. En janvier au siège à Genève et la seconde, autour d'octobre-novembre dans un pays bénéficiaire du



programme. Pour la réunion de Lomé, précise le secrétaire exécutif du CIR, Paulin Zambelongo, il s'agira également de « donner l'opportunité aux membres du conseil de toucher du doigt les réalités du terrain en visitant les bénéficiaires du programme, en échangeant avec les acteurs et aussi comprendre les perspectives et défis auxquels ces bénéficiaires font face afin d'apporter les ajustements nécessaires pour la continuité du programme ». L'atelier national a débattu de la mise en œuvre du CIR au Togo et sur la dimension multilatérale et régionale des interventions du CIR dans un contexte de mise en œuvre de la ZLECAF. Ces travaux regroupent différents acteurs notamment les membres du conseil du CIR, les représentants de l'OMC et du Fonds d'affectation spéciale du CIR (FASCIR) ainsi que l'ensemble des partenaires et des bénéficiaires du programme. La 37^e réunion sera marquée également par des visites de terrain à l'unité de transformation du soja sur la Plateforme industrielle d'Adéticopé, une descente sur le site de karité

à FIKATO et à Label d'or ainsi qu'au Port autonome de Lomé. A l'ouverture des travaux, la ministre en charge du Développement à la base, Myriam Dossou-D'Almeida, représentant sa collègue du Commerce a salué les résultats obtenus à partir de ce programme au Togo dans les divers domaines. « Le volume de production du soja est passé de 25.000 tonnes en 2015 à plus de 300.000 tonnes en 2022, soit une augmentation de plus de 1000% entraînant ainsi une augmentation substantielle des revenus aux acteurs », a indiqué Mme Dossou-D'Almeida. Pour les perspectives du CIR au Togo, relève-t-elle, « notre plus grande doléance est la poursuite et le renforcement du programme CIR pour le bien-être des PMA ». Ce renforcement, dit-elle passe, entre autres, par le soutien à la durabilité et la pérennisation des acquis du programme, la formulation et l'approbation d'autres projets de catégorie 2 sur la compétitivité des produits togolais en l'occurrence le sésame, la tomate et le manioc.

Avec ATOP/AJA/DHK

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres			
Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, le somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, capsules, capotons et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques		Energie électrique	
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et crées phosphatées		Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés		Voitures de tourisme et autres véhicules	
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...		Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	
Motoscycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.		Motoscycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées		Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	
Coton, non cardé ni peigné		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...		Riz	
Peignages, barbes, sourcils, cils, mèches ...		Véhicules automobiles pour le transport de marchandises ...	
Fèves de soja, même concassées		Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton ...	
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, le somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			

Royal Epéyéyé *Crossing* 2024



Réservez maintenant !
+228 22 23 86 00
Foodbev@hotel.2fevrier.lome.com



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
LOME

CMJN

CMJN